Clap sur les Agri-Cultures

Culture et agriculture, où comment sensibiliser et former à l'agroécologie en France et en Afrique subsaharienne par l'interculturalité

- Consolider et développer les partenariats entre établissements agricoles français et acteurs béninois de l'agroécologie, en favorisant les mobilités entrantes et l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale
- Contribuer à la mise en œuvre du plan Enseigner à Produire Autrement dans un contexte de coopération internationale, en particulier l'axe 1 « Encourager la parole et l'initiative des apprenants sur les questions des transitions et de l'agroécologie » et l'axe 4 « Développer l'animation des territoires et l'essaimage des pratiques innovantes «

Une série de capsules vidéos a été réalisé – par Julie Lyzambard – Com Son Image – pour illustrer la coopération, les partenariats et le dynamisme de la mobilité sortante et entrantes, en particulier avec le programme du service civique.

Films sur la coopération avec le Bénin

Agri-Cultures – Naissance d'un partenariat Le Bénin – Bande annonce du film

Agri-Cultures – Naissance d’un partenariat Le Bénin – Le film

Agri-Cultures l’agroécologie – le Bénin

Films sur le réseau Afrique du Sud – F’SAGRI

AGri-Cultures French South Afrcan Agriculture Institute
F’SAGRI – Le Teaser

Film F’SAGRI

Films sur la coopération avec la Côte d’Ivoire

La Côte d’Ivoire – Le Teaser

La coopération – La Côte d’Ivoire – Le film

Agri-Cultures – Services Civiques – La Côte d’Ivoire

Clap sur le cacao – Cameroun

Keka wongan est à l’origine un projet de création d’un atelier pédagogique de transformation du cacao en chocolat à Ebolowa au Cameroun en Afrique centrale. Aujourd’hui c’est une coopération multi-acteurs qui consiste à valoriser la

production agricole au bénéfice de toute la chaine de valeurs de la production à la distribution.

Film sur le projet Keka Wongan – notre cacao

Keka Wongan 2 Cameroun (nov 2016) La machine en marche

Keka Wongan 3 au-delà du rêve

L’Afrique subsaharienne est pour la France un enjeu prioritaire. Les enjeux de la coopération française sont d’accompagner un développement durable en tenant compte d’un contexte difficile : la forte croissance démographique, l’insécurité liée aux nombreux conflits, la sous-alimentation et le changement climatique. Ces facteurs entraînent la migration des populations soit vers les grandes métropoles africaines soit vers les nations occidentales. Il en résulte dans une majorité de pays une situation économique précaire des familles. En ce qui concerne l’agriculture, l’Afrique subsaharienne se caractérise toujours par son importante population rurale et la faible productivité des productions végétales et animales. L’agriculture reste une activité économique vivrière et peu rémunératrice. La formation agricole et en particulier la formation technique des cadres intermédiaires (techniciens, vulgarisateurs) et des agriculteurs apparaît comme un levier possible du développement économique des zones rurales en améliorant les gains de productivité et la valeur ajoutée des productions.

Les projets menés par l’enseignement agricole avec l’Afrique

s’inscrivent dans une dynamique générale, suite au discours de Ouagadougou prononcé par le Président de la République française en novembre 2017, la DGER a pris 4 engagements pour l’Afrique :

- intensification de la mobilité réciproque des étudiants et enseignants
- co-construction d’un réseau de formations croisées et de double-diplômes
- soutien aux réformes des dispositifs de formation agricole et rurale
- soutien aux jeunes entrepreneurs africains dans la maturation de leur projet.

C’est à ce titre que l’enseignement technique agricole français, en collaboration avec l’enseignement supérieur et la recherche agronomique via son modèle de continuum, peut jouer son rôle dans le cadre de sa mission de coopération internationale. En effet, l’enseignement agricole technique français dispose de formations professionnelles qualifiantes et d’expertises en agriculture, agroalimentaire, machinisme et élevage, et est en mesure de les partager à travers des mobilités sortantes ou entrantes d’étudiants ou de personnels.